



Avis de recrutement d'un(e) Consultant(e) International(e) chargé (e) de préparer des lignes directrices pour la fourniture d'incitations financières destinées à favoriser l'engagement des institutions de microfinance

Réf. ID :/TCD10/09/2021

Date : 14/09/2022

Pays : Tchad

Description de la mission : Préparer des lignes directrices pour la fourniture d'incitations financières destinées à favoriser l'engagement des institutions de microfinance.

Lieu de travail ou d'affectation : N'Djamena avec déplacement sur le terrain.

Nom du projet : Projet Gestion Communautaire des Risques Climatiques au Tchad (PGCRCT).

Durée de la mission/services (le cas échéant) : trois (30) jours de travail effectif.

L'offre doit être soumise à l'adresse suivante _____ ou par courrier électronique à l'adresse _____ au plus tard le _____ (date limite).

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit ou par courrier électronique à l'adresse indiquée ci-dessus. [L'entité chargée du recrutement au PNUD] répondra par écrit ou par courrier électronique, et enverra à tous les soumissionnaires les copies des réponses écrites avec toutes les clarifications nécessaires, sans mentionner l'auteur de la question.

1. CONTEXTE

Le Tchad fait partie des pays dans lesquels les effets des changements climatiques s'expriment de façon très marquée. Ceux-ci se traduisent par une variabilité des paramètres climatiques avec une augmentation sensible de la température, une perturbation du régime pluviométrique entraînant un déficit notable des précipitations dont la répartition spatio-temporelle est désormais sujette à une modification importante. Ces dernières décennies sont marquées par une recrudescence des inondations, des sécheresses et autres manifestations météorologiques à caractère extrême qui fragilisent les systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques dont dépendent directement près de 80% de la population tchadienne. Cette population, déjà vulnérables sur le plan économique, est accablée par les effets adverses du dérèglement climatique sans disposer des moyens suffisants d'information ni de mécanismes d'adaptation appropriés.

Afin d'appuyer les efforts du Gouvernement Tchadien à se doter d'instruments, de stratégies et de mécanisme de réponse pouvant lui permettre de s'adapter aux changements climatiques, le Gouvernement du Tchad en collaboration avec le PNUD, et sur financement du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM), met en place le « Projet Gestion communautaires des risques climatiques au Tchad ».

L'objectif principal du projet est de renforcer la capacité de réaction des populations vulnérables afin de leur permettre de faire face efficacement aux chocs climatiques grâce à des réponses rapides aux alertes précoces et à l'introduction de mécanismes financiers pour mieux absorber les chocs liés aux changements climatiques.

Les activités prévues permettront d'atteindre les résultats attendus formulés dans les composantes du projet : i) La mise en place d'un système d'alerte précoce communautaire pour la préparation aux risques de catastrophe liés au climat ; et ii) le renforcement des capacités de gestion des risques.

Dans la planification des activités au titre de l'année 2022, il est prévu de recruter un(e) consultant(e) international(e) pour préparer des lignes directrices pour la fourniture d'incitations financières destinées à favoriser l'engagement des institutions de microfinance.

Cette activité se rapporte à la composante 2 du projet (renforcement des capacités de gestion des risques) en mettant l'accent sur l'assurance agricole indicielle comme outil de gestion des risques climatiques au Tchad.

En effet l'assurance agricole (et plus particulièrement l'assurance indicielle) en est encore à ses balbutiements en Afrique subsaharienne, mais elle s'est développée rapidement ces dernières années. De nos jours, de nombreux programmes se concentrent sur les principales applications de polices d'assurance basées sur un indice climatique. Les projets du Global Index Insurance Facility (GIIF) et de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques (ARC) sont des exemples de ces projets émergeant en Afrique.

Dans le cadre du projet « gestion communautaire des risques climatiques au Tchad », une analyse structurelle du marché et des institutions sera effectuée pour déterminer la demande de produits de micro-

assurance et de mécanismes de transfert de risque connexes, ainsi que la capacité du marché à soutenir et à offrir ces services financiers dans la zone d'intervention. Cette analyse servira de base pour les autres activités prévues dans le cadre de la composante 2.

La présente mission permettra de compléter cette analyse.

✓ **Objectif de la mission**

L'objectif global de la mission est de préparer des lignes directrices pour la fourniture d'incitations financières destinées à favoriser l'engagement des institutions de microfinance.

De manière spécifique, il s'agit de :

- ✓ Evaluer et examiner les risques et les opportunités potentiels pour le gouvernement, le secteur privé, les institutions et les organisations dans le domaine de l'assurance agricole au Tchad ;
- ✓ Proposer des lignes directrices pour le ministère des Finances et du Budget afin de l'encourager à intégrer de nouvelles réglementations ou à réviser les réglementations existantes de manière à encourager l'investissement des Institutions des Microfinances (IMF), par le biais de subventions ou de réductions d'impôts associées à de tels investissements ;
- ✓ Proposer des incitations nécessaires pour que le secteur privé s'engage dans la micro-assurance en faveur des ménages ruraux vulnérables.

Résultats attendus

Au regard des objectifs, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ Une évaluation et un examen des risques et des opportunités potentiels pour le gouvernement, le secteur privé, les institutions et les organisations dans le domaine de l'assurance agricole au Tchad sont réalisées ;
- ✓ Des lignes directrices pour le ministère des Finances et du Budget afin de l'encourager à intégrer de nouvelles réglementations ou à réviser les réglementations existantes de manière à encourager l'investissement des Institutions des Microfinances (IMF), par le biais de subventions ou de réductions d'impôts associées à de tels investissements sont proposées ;
- ✓ Des incitations nécessaires pour que le secteur privé s'engage dans la micro-assurance en faveur des ménages ruraux vulnérables sont proposées.

Livrables

- ✓ Rapport de démarrage comprenant les orientations de l'équipe du projet, la méthodologie validée et un plan de travail détaillé ;
- ✓ Facilitation et rapportage d'un atelier de validation du rapport provisoire ;
- ✓ Rapport final de la mission.

2. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Qualifications académiques :

Être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (au moins Bac+5) en assurance agricole, finance, Microfinance, gestion financière et/ou bancaire, économie ou discipline similaire.

Expériences requises :

- ✓ Avoir au moins dix (10) ans d'expériences professionnelles en assurance agricole, finance ou microfinance ;
- ✓ Avoir des expériences pertinentes d'au moins cinq (05) ans en techniques de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour le compte des institutions publiques ou privées ;
- ✓ Avoir une connaissance et expertise du secteur de l'assurance, de la réassurance, de finance et/ou de la microfinance ;
- ✓ Avoir mené au moins trois (03) fois une mission similaire ;
- ✓ Avoir une expérience de travail avec le système des Nations unies ou toute autre organisation internationale.

3. DOCUMENTS A INCLURE LORS DE LA SOUMISSION DE L'OFFRE

Pour démontrer ses qualifications, les candidat(e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

1. Offre technique

Les personnes intéressées doivent envoyer les documents suivants :

- ✓ Note explicative sur la compréhension des TdRs et les raisons de la candidature ;
- ✓ Brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée ;
- ✓ Plan de travail détaillé ;
- ✓ Des copies de diplômes et des attestations de service ;
- ✓ Curriculum Vitae en y incluant l'expérience acquise dans des projets similaires et les adresses d'au moins trois (03) personnes de références.

2. Offre financière

4. PROPOSITION FINANCIERE

L'offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total ainsi que l'échéancier de paiement en fonction des livrables mesurables (qualitatifs et quantitatifs) – paiement en tranches ou après accomplissement du travail. Les paiements sont basés sur les produits spécifiés dans les TDR.

Pour faciliter la comparaison des offres financières, l'offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (frais de voyage, per-diem, jours de travail, etc.)

Exemple de présentation de l'offre Financière

Désignations	taux	Nombre/qté	montants
Honoraire			
Perdiem s'il y a			
Frais de déplacement en ville			
Frais de communication			
Autre frais s'il y a (à préciser)			

5. Evaluation

Les consultants individuels seront évalués comme suit :

Analyse cumulative

En utilisant cette méthode d'évaluation pondérée, un contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme étant, à la fois :

- a) Efficace/conforme/acceptable, et
- b) Comme ayant reçu le score le plus élevé, déterminé à partir d'un ensemble prédéfini de critères techniques et financiers pondérés, spécifiques à la demande :
 - Poids des critères techniques 70%
 - Poids des critères financiers 30%

Seul(e)s les candidat(e)s qui obtiennent un minimum de 70% point technique seront pris en compte pour l'évaluation financière.

N°	Critères	Points
1	Qualifications et expériences pertinentes du soumissionnaire	40
1.1	Être titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (au moins Bac+5) en Assurance, Microfinance, économie, gestion, finance, banque ou discipline similaire	15
1.2	Avoir au moins dix (10) ans d'expériences professionnelles en assurance, finance ou microfinance en Afrique Sub-Saharienne	20
1.3	Avoir réalisé 3 missions similaires	05
2	Compréhension de la mission :	60
2.1	Compréhension des objectifs et des résultats attendus de la mission	20
2.2	Approche méthodologique	35
2.3	Plan de travail conforme à la méthodologie	5
Total des points		100